

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)  
Commun aux 2 lots**

**MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE**

**MAPA N° 2025-02-CPAM57**

**ORGANISME :**

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Moselle  
27 rue des Messageries  
57751 METZ CEDEX 9**

**Objet du marché:**

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, DE  
VENTILATION ET DE CLIMATISATION DES IMMEUBLES DE  
LA CPAM DE MOSELLE**

**TYPE DE MARCHÉ : Prestations de Service**

**Classification CPV : 50700000-2**

Services de réparation et d'entretien d'installations des bâtiments

## **SOMMAIRE**

**ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES**

**ARTICLE 3 - FORME ET PROCEDURE DU MARCHE**

**ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS**

**ARTICLE 5 - MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION**

**ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT**

**ARTICLE 7 - REFACTION ET PENALITES**

**ARTICLE 8 - GARANTIE**

**ARTICLE 9 - RESILIATION**

**ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES**

**ARTICLE 11 - RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

**ARTICLE 12 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE**

**ARTICLE 13 - MODIFICATION DU MARCHE**

**ARTICLE 14 - CHANGEMENT DE SITUATION DE LA SOCIETE TITULAIRE**

**ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX TEXTES GENERAUX**

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché relatif à la maintenance des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation des immeubles de la CPAM de MOSELLE.

Les installations concernées sont mentionnées au DPGF, tableaux A à H, annexe 1 de l'AE.

### 1.2. Allotissement du marché

Le marché est composé de 2 lots répartis selon le détail suivant :

- **Lot N°1 : Maintenance des installations des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation des sites de METZ, THIONVILLE, HAYANGE et le CES de la CPAM de MOSELLE**, situés aux adresses suivantes :
  - Siège de la CPAM de Moselle, 23, 25, 27 & 29 rue des Messageries et 10 & 12 rue Jean Laurain à METZ,
  - Archives METZ-SABLON, 65B rue Drogon, 57000 Metz,
  - CES local serveur, 14 rue Jean Laurain, 57000 METZ
  - Site de Thionville, 2 allée Bel Air – 57100 Thionville,
  - Site de Hayange, CSD au sein du Centre Hospitalier, 51 rue de Wendel, 57700 Hayange
- **Lot N°2 : Maintenance des installations des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation des sites de SARREGUEMINES, FORBACH et SARREBOURG de la CPAM de MOSELLE**, situés aux adresses suivantes :
  - Site de Sarreguemines, 2 rue de l'école – 57751 Sarreguemines,
  - Site de Forbach, 65 avenue Saint Rémy – 57600 Forbach,
  - Site de Sarrebourg, 13 avenue du Général De Gaulle – 57400 Sarrebourg,

**Les candidats pourront présenter une offre pour un seul lot ou les 2 lots.**

### 1.3. Partie contractantes

Les parties contractantes sont :

- D'une part :

La C.P.A.M. de MOSELLE représentée par Madame ABALAIN Claire, Directrice de la CPAM de MOSELLE, dans le présent CCP par l'expression "*l'organisme*" ;

- D'autre part : le prestataire de service qui conclut le marché avec l'organisme et désigné dans le présent CCAP par l'expression "*le titulaire*".

### 1.4. Durée du marché

Le présent marché prend effet **à compter du 14 Juin 2025**.

Il est passé pour une durée d'un (1) an renouvelable 2 fois par tacite reconduction sans que la durée totale du marché ne puisse excéder trois (3) ans.

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au présent marché à l'expiration de chaque année d'exécution, sans droit d'indemnité.

En cas de non reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur fera connaître par lettre recommandée avec accusé réception au titulaire du marché sa décision de ne pas reconduire le marché 2 mois avant la date de fin de marché.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 9 du présent document.

### **1.5. Modification du contrat**

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

### **1.6. Sous-traitance**

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sans avoir obtenu au préalable du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance (formulaire DC4) devra être déclarée en application des articles R 2193-3 et R 2193-4 du Code de la Commande Publique.

Les paiements seront réalisés conformément aux dispositions des articles R 2193-10 à R 2193.16 du Code de la Commande Publique.

Le recours à la sous-traitance, **sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement**, expose le Titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

La déclaration de sous-traitance devra être renouvelée à chaque reconduction du marché.

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

### **2.1. Les pièces particulières**

- l'acte d'engagement (AE), complété par le candidat et signé,
- Annexe 1 de l'AE : le bordereau des prix global et forfaitaire (DPGF) des lots 1 & 2 à compléter et à signer,
- Annexe 2 de l'AE : le bordereau de prix unitaires (B.P.U) des lots 1 & 2 à compléter et à signer,
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP), commun aux 2 lots,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), commun aux 2 lots,
- le mémoire technique (MT),
- l'acte contractuel de confidentialité et son annexe,
- Le Règlement de consultation (RC)

### **2.2. Les pièces générales**

- Le Code la Commande Publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale,

- Le CCAG Fournitures Courantes et Services de 2021,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux travaux de bâtiment et ceux applicables aux prestations d'exploitation et de maintenance,
- Les normes AFNOR relatives à la maintenance,
- Le TITULAIRE ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

### **ARTICLE 3 - FORME ET PROCEDURE DU MARCHÉ**

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la Commande Publique issu de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018, et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

Il s'agit d'un marché de prestations de services à prix global forfaitaire.

#### **Prestations à bons de commande :**

Pendant la durée du marché, l'Organisme pourra demander au Titulaire des prestations complémentaires.

Ces interventions feront l'objet de commandes individuelles se référant à l'article 4.3 du présent document.

Le total des commandes complémentaires, par période, sera limité à 15% valeur commandes complémentaires" de la valeur du forfait pour la période considérée.

### **ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix forfaitaire annuel et des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement. Ils sont exprimés en Euros HT. Il s'y ajoute la TVA en vigueur.

**Le marché est traité à prix ferme annuel pour la première année d'exécution.**

#### **4.1. Mois d'établissement des prix**

Le titulaire certifie que les prix proposés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'ensemble de sa clientèle et que celui-ci est établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscale et autres frappant obligatoirement les prestations et sont établis tous frais compris, couvrant ainsi la main d'œuvre, les frais de déplacement, l'assistance technique, l'astreinte et le dépannage sur appel du client, etc.

Il est rappelé que les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de référence des prix de "date d'établissement des prix", appelé mois zéro, qui est obligatoirement celui qui précède le mois correspondant à la date limite de remise des offres.

#### **4.2. Part forfaitaire du marché**

##### Le forfait comprend :

- Les interventions de maintenance préventive et corrective effectuées forfaitairement selon les dispositions définies au CCTP
- Les frais correspondant à l'obligation de moyens et /ou de résultats définis contractuellement.
- L'outillage individuel nécessaire à ces prestations
- Les frais de déplacements
- Les fournitures consommables et les pièces détachées mentionnées

##### Le forfait exclut :

- Les interventions prévues normalement au forfait qui seraient consécutives à un acte de malveillance, à une utilisation anormale du matériel ou des équipements, ou encore à une catastrophe naturelle.
- Sauf dérogation contraire du C.C.T.P, les contrôles techniques réglementaires.

Les prix figurant au bordereau de prix comprennent, pour chaque installation spécifiée, l'intégralité des prestations, y compris toutes sujétions, confiées au Titulaire.

#### **4.3. Part à bons de commande du marché**

Les prestations hors forfait correspondent à la part à bons de commande du marché.

Les bons de commandes seront établis :

- Soit à partir d'un devis descriptif proposé par le Titulaire en considérant que ce prix fait exclusivement référence à des prix et mode de calcul du B.P.U. ou devis fournisseur
- Soit pour des cas exceptionnels d'urgence dûment justifiés, sur dépenses contrôlées.

Le devis proposé par le Titulaire détaillera :

- la main d'œuvre rémunérée en fonction du temps d'intervention aux taux horaires indiqués au B.P.U.,
- les pièces de rechange rémunérées:
  - \* pour les fournitures figurant dans les catalogues mentionnés au B.P.U. : sur les bases des prix catalogues avec application des remises correspondantes figurant au B.P.U.

\* pour les fournitures ne figurant pas dans les catalogues mentionnés au B.P.U. : sur la base des prix attestés par la facture du fournisseur, affectés du coefficient K mentionné au B.P.U.

#### **4.4. Option**

Sans objet

#### **4.5. Révision des prix**

En application des articles R.2112-8 et R.2112-13 du Code de la Commande Publique, les prix sont révisables au terme de chaque année.

Les prix seront révisés à la demande du Titulaire, à la date d'anniversaire d'effet du marché selon la formule de révision suivante. Ils sont réputés établis aux conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date de remise des plis. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Le mois de lecture de l'indice pour la révision est le mois anniversaire du contrat.

Au-delà de la première année, les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont révisées suivant la formule paramétrique suivante :

#### ✓ Pour la part forfaitaire du marché

Chaque année, à la date d'effet du marché, les prix feront l'objet d'ajustements, par application de la formule ci-après :

$$P = P_o \times 0,10 + 0,20 \frac{FSD2}{FSD2_o} + 0,70 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_o}$$

dans laquelle :

- **P** : Prix révisé
- **P<sub>o</sub>** : Prix initial
- **FSD2**: indice des prix « frais et services divers – modèle de référence n°2 », dernier indice connu à la date anniversaire, le 1<sup>er</sup> jour du mois.
- **FSD2<sub>o</sub>**: indice des prix « frais et services divers – modèle de référence n°2 », du mois qui précède la date de limite de remise des offres.
- **ICHT-IME**: indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques, dernier indice connu à la date anniversaire, le 1<sup>er</sup> jour du mois.
- **ICHT-IME<sub>o</sub>**: indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques- identifiant Insee : 1565183, du mois qui précède la date de limite de remise des offres.

Au cas où un des indices de la formule de révision cesserait d'être publié, il serait remplacé par tout autre indice qui lui serait substitué.

#### ✓ Pour la main d'œuvre définie au BPU

$$P = P_o \quad 0,15 + 0,85 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_o}$$

#### 4.6. Clause de sauvegarde

Le présent contrat est conclu en tenant compte d'une hausse annuelle maximum de 5 % des prix figurant sur le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Si le seuil de 5 % était franchi, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le présent contrat sans que le titulaire puisse prévaloir d'une quelconque indemnisation concernant la partie du marché restant à effectuer.

La périodicité de la révision étant annuelle, elle interviendra pour la première fois, en cas de reconduction au-delà de la première année, à la date anniversaire du contrat dont l'origine est fixée par la notification du premier ordre de service ou bon de commande, valant début d'exécution des prestations.

#### 4.7. Modification de la consistance du Parc matériels

Si le matériel ne figure pas dans l'état des prix forfaitaires, il sera nécessaire de conclure un avenant qui indiquera le nouveau prix forfaitaire.

### **ARTICLE 5 – MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION**

#### 5.1. Désignation des responsables

Pour la gestion et le contrôle des prestations à la charge du Titulaire, le responsable de l'Organisme désignera les représentants désignés qui seront les interlocuteurs du Titulaire.

Ces responsables nommément désignés seront les seuls habilités à dialoguer avec le Titulaire ou ses représentants.

De même, le Titulaire désignera un responsable de site et un responsable de contrat qui seront les seuls interlocuteurs de l'Organisme.

#### 5.2 Modalités d'exécution des prestations

Le CCTP stipule les modalités d'exécution des prestations, leurs caractéristiques, les spécifications techniques ainsi que les délais contractuels d'intervention.

## ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT

### **6.1 Transmission des demandes de paiement**

Les prestations forfaitaires seront réglées à terme échu sur présentation de facture, après réalisation des vérifications préventives et correctives sur présentation des fiches d'interventions.

Le montant de chaque facture correspondra au prorata de la périodicité définie sur la durée totale du contrat.

Les prestations hors-forfait seront réglées après réalisation des prestations définies dans chaque bon de commande.

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L2192-1 à L 2192-7 du Code de la Commande Publique.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du **portail de facturation Chorus Pro** mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'acheteur :

**Nom : CPAM de MOSELLE**

**SIRET : 515 260 883 00217**

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions réglementaires.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

### **6.3. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R. 2192-12 à R. 2192-17 du code de la commande publique.

Sur **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **6.4. Règlement en cas de cotraitants**

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG FCS, en cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'organisme, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.



## ARTICLE 7 - REFACTION ET PENALITES

### 7.1. Réfaction

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement. Conformément à l'article 30.3 du CCAG FCS, lorsque la personne responsable du marché estime que les prestations ne satisfont pas exactement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Lorsque la personne responsable du marché estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet partiel ou total. La décision de réfaction ou de rejet ne peut être prise qu'après que le titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées.

### 7.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les prestations non conformes au marché donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après.

Toutes les pénalités sont cumulables. Elles sont retenues de la facture du Titulaire correspondant à la période où elles sont échues. Le montant des pénalités sera révisé selon les mêmes modalités que les prix du Marché.

Deux types de pénalités sont prévus :

- \* Les pénalités pour retard
- \* Les pénalités pour non obtention de résultat

#### 7.2.1 Pénalités pour retard

Le CCTP fixe les délais contractuels d'intervention.

Lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions ci-après :

- Forfaitairement pour tout report de son fait d'une opération de maintenance préventive systématique programmée : 30 € HT, cette pénalité sera portée à 75 € HT en cas de nouveau report,
- Par heure de retard dans le délai d'intervention pour intervention de dépannage telle que définie à l'article 4.3 du CCTP: 50 € HT,
- Par heure de retard dans la durée d'intervention imputable au Titulaire telle que définie au CCTP: 50 € HT,
- Par jour calendaire de retard des prestations hors-forfait, 0,5 % du montant total des prestations (fourniture + main d'œuvre). Toutefois, ce taux sera porté à 1 % si l'achèvement des prestations entraîne l'arrêt de l'appareil et entrave l'exploitation normale de l'Organisme. Le choix du taux appliqué sera de la seule initiative de l'Organisme.
- Retard pour la transmission du planning annuel des prestations prévues à l'article 4.1 du CCTP : 50 € HT par jour calendaire de retard,
- Non transmission du rapport de visite de maintenance préventive ou curative, tel que défini à l'article 4.1 du présent CCTP : 50 € HT,
- Retard ou absence à une réunion de maintenance pour laquelle le Titulaire a été convoqué par le responsable d'Organisme: 75 € HT par réunion

### 7.2.2. Pénalités pour non obtention de résultat

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions ci-après:

- Pour défaut de qualité sur les prestations ou leur mode d'exécution, constaté contradictoirement par le Responsable de l'Organisme et le Titulaire 75 € HT par constat.  
Si le Titulaire n'a pas remédié à ce défaut dans les 24 heures, la pénalité sera portée à 150 € HT.

## **ARTICLE 8 - GARANTIE**

Tout matériel fourni par le Titulaire sera garanti par ce dernier une année, pièces et main d'œuvre, à compter de sa mise en service.

## **ARTICLE 9 - RESILIATION**

Le marché peut être résilié suivant les dispositions du chapitre 6 du CCAG/FCS

### 9.1 Résiliation de plein droit

Le marché peut être résilié de plein droit sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une indemnité dans le cas suivant : *Fermeture provisoire ou définitive d'un site.*

La proximité de ses publics est une constante de la politique poursuivie par la CPAM de Moselle mais dépend du contexte financier des Organismes nationaux. En cas de fermeture ou de cession d'un des sites concernés par la maintenance de matériels, les prestations pour ce site s'arrêteront de plein droit et sans indemnité, étant entendu que l'Organisme préviendra dans un délai raisonnable le Titulaire.

## **ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES**

### 10.1. Règlement amiable des différends

Le représentant du Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des dispositions du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

La procédure à suivre par le Titulaire en cas de différends avec la CPAM de Moselle est celle exposée à l'article 37.1 du CCAG-FCS.

Il est précisé, que si des difficultés persistent entre la CPAM de Moselle et le Titulaire et qu'aucune négociation n'a abouti, les parties pourront, en application de l'article L. 2197-1 du Code de la Commande Publique, recourir à un tiers conciliateur ou médiateur, ce sans préjudice d'une éventuelle résolution par voie transactionnelle.

### 10.2. Règlement juridictionnel des différends

Dans l'éventualité où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties par le biais, notamment, de l'une des voies amiables susmentionnées, le litige devrait être porté devant le Tribunal judiciaire de METZ situé au 3 rue Haute Pierre, accueil, 57036 METZ ( Email : [accueil-metz@justice.fr](mailto:accueil-metz@justice.fr))

## **ARTICLE 11- RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

### **11.1. Responsabilités sur les installations**

Le Titulaire est responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu. Cela suppose qu'en préalable à toute intervention, si le Titulaire constate une détérioration de finition ou autre, il doit en informer le responsable de l'Organisme avant de démarrer ses prestations. A défaut, il en sera tenu pour responsable avec obligation de remise en état à sa charge.

Le Titulaire est également responsable :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution de ses prestations,
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à l'Organisme, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations,
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de l'Organisme.

### **11.2. Responsabilités à l'égard de son personnel**

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Organisme en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent Marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Organisme et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir l'Organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Dans le cas où les prestations du Titulaire sont supérieures à 400 heures par an, un plan de prévention sera établi entre le Titulaire et l'Organisme après inspection commune des locaux, conformément au décret N° 92-158 du 20 Février 1992 relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un Etablissement par une entreprise extérieure.

Ce plan sera soumis au Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail (CHSCT) de l'Organisme.

### **11.3. Assurances**

Le Titulaire devra contracter auprès d'une compagnie notoirement solvable et bénéficiant de l'agrément du Ministère des Finances, une Police d'Assurance Responsabilité Civile, ainsi qu'une couverture pour les risques: accidents, incendies, explosions, vols, dégâts des eaux.

Cette assurance couvrira les risques occasionnés directement ou indirectement, volontairement ou non, par les personnels amenés à réaliser les prestations objet du présent contrat, qu'ils soient membres ou non de l'entreprise Titulaire du marché.

Sa responsabilité pourra être reconnue pour des sinistres dont l'origine (à dire d'expert) est notoirement identifiée de sa responsabilité selon la définition des chapitres précédents même si cette identification a lieu au-delà de la durée de validité du présent marché.

Le Titulaire devra soumettre, pour approbation, au responsable d'Etablissement, dans le mois suivant la notification du marché, la police d'assurance proposée.

L'Organisme pourra considérer comme nulle toute police d'assurance souscrite par le Titulaire sans avoir obtenu son accord préalable.

Le Titulaire acquittera ses primes d'assurance à ses frais exclusivement et devra pouvoir justifier dans un délai de huit jours de leur paiement à chaque fois que l'Organisme en fera la demande.

## **ARTICLE 12 – PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE**

### **12.1. Propriété intellectuelle**

La documentation restera la propriété du titulaire.

### **12.2. Confidentialité**

Sans préjudice de l'application de l'article 6 du CCAG-FCS et dans le cadre des dispositions prises par l'organisme, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le titulaire qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du service et du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'organisme ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou de l'organisme, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

Acte de confidentialité : Le Titulaire retournera avec son offre l'Acte contractuel de confidentialité et son annexe joint au dossier, complété, daté et signé.

## **ARTICLE 13 – MODIFICATION DU MARCHÉ**

En cours de marché, le nombre d'équipement à entretenir peut être modifié, en plus ou en moins (vente des immeubles, aménagement de nouveaux locaux, changement d'affectation des locaux).

Chaque modification du nombre d'équipement est modifiée par voie d'avenant, celui-ci précise la date d'effet de la modification, le nouveau prix global et forfaitaire du marché.

## **ARTICLE 14 - CHANGEMENT DE SITUATION DE LA SOCIETE TITULAIRE**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à la CPAM de MOSELLE par le titulaire.

De même, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent, aux coordonnées du compte à créditer, aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise, au capital social de l'entreprise, et généralement, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Cette notification devra être appuyée, selon le cas, soit d'un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société, d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

## **ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX TEXTES GENERAUX**

- Article 4.1 du CCAG-FCS par l'article 2 du présent CCAP – Pièces constitutives
- Article 12.1.2 du CCAG FCS par l'article 6.4 du présent CCAP - Règlement en cas de cotraitants
- Article 14 du CCAG-FCS par l'article 7.2 du présent CCAP - Pénalités